

## **Améliorer la conduite des dispositifs de concertation sur les risques industriels : recommandations issues de l'analyse comparée des sites de Pont-de-Claix et de Saint-Fons.**

### **Equipe & laboratoires**

**UMR 5206 Triangle (Action, discours, pensée politique et économique)**

Site : <http://triangle.ens-lyon.fr/>

- Gwenola le Naour, sciences politiques, maître de conférences, responsable scientifique de l'étude,
- Robin Le Noan, sciences politiques, doctorant, Institut d'Etudes Politiques de Lyon, France
- Christine Dourlens, sociologie, maître de conférences, Université Jean Monnet, Saint-Etienne, France

**ELICO (Equipe de recherche de Lyon en sciences de l'information et de la communication), Institut d'Etudes Politiques de Lyon**

Site : <http://www.univ-lyon2.fr/recherche/laboratoires/>

- Isabelle Garcin-Marrou, sciences de l'information et de la communication, professeur
- Eva-Marie Goepfert, sciences de l'information et de la communication, chercheur post-doctorant

**UMR RIVES (Recherches Interdisciplinaires Ville, Espace, Société), Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat, Lyon, France**

Site : <http://www.chaire-unesco-lyon.entpe.fr/fr/node/13>

- France Emmanuel Martinais, géographie, chargé de recherche

### **Descriptif du projet**

La recherche propose de s'interroger sur les formes de conflit et de compromis à l'œuvre sur deux sites industriels. A partir de ces deux situations à risques, les chercheurs réfléchiront à la fabrique des compromis en matière de sécurité et de prévention. Cette analyse les conduira à proposer des recommandations visant à améliorer la conduite des dispositifs actuels de concertation sur les risques industriels afin de faciliter la construction d'accords.

Prenant comme point de départ le cadre d'analyse simmélien (Simmel, 1995), l'équipe de recherche définit les compromis comme résultant de conflits souvent âpres : ils permettent aux participants de mettre un terme (plus ou moins provisoire) à leurs antagonismes, voire de produire des accords. Le projet entend donc s'intéresser à des formes d'antagonismes intégratifs autour d'une question centrale : comment des acteurs en conflits sont-ils amenés à coopérer et in fine « vivre ensemble » ?

Afin de répondre à cette question, l'équipe travaillera sur deux sites marqués par des conflits et des compromis récurrents. Elle propose sur ces deux sites de s'intéresser à une période allant des années 1960 à 2010, ceci afin d'analyser différents conflits et règlements. Dans cette optique, l'ambition de la recherche est de comprendre les configurations d'acteurs intéressés aux risques, leurs évolutions dans le temps, ainsi que les différentes instances de travail collectif qui sont mises en place (commission extra-municipale, CLIC, groupes de travail, collectifs). Ceci étant posé, l'enjeu de la recherche sera de comprendre pourquoi certains conflits accèdent à des compromis quand d'autres n'y parviennent pas.

En bref, le premier objectif de la recherche sera d'apporter un ensemble d'éléments de connaissance sur la diversité des dispositifs de concertation et des règlements auxquels ils donnent naissance. La comparaison entre les différentes configurations locales observées permettra de dégager des éléments de compréhension sur les conditions collectives et individuelles qui peuvent favoriser la création d'accord, la cohabitation et la coopération des acteurs engagés dans les

dispositifs de concertation, malgré la diversité de leurs statuts et de leurs attentes. En ce sens, le projet entend aider à mesurer les effets de ces dispositifs de concertation.

Dans cet objectif, à la fin de l'enquête durant les temps de restitution et d'échanges avec les participants, des recommandations visant à améliorer la conduite des dispositifs existants seront élaborées sur la base des éléments recueillis. Ces dernières concerneront notamment les relations avec les journalistes et la faible participation de certains acteurs qui pourront faire l'objet d'une réflexion plus poussée amenant les acteurs à modifier leur regard et leurs pratiques.

D'autres objectifs plus larges sont poursuivis tels que contribuer à la compréhension de l'évolution des sensibilités face aux risques industriels depuis la fin des Trente Glorieuses et du rôle joué par les discours médiatiques dans les transformations des représentations sociales des risques industriels.

### **Terrains**

Le travail repose sur la comparaison de deux sites : Pont-de-Claix (département de l'Isère) et Saint-Fons (département du Rhône). La comparaison systématique vise à permettre une généralisation contrôlée et à élaborer des typologies des formes de négociation.

Sur ces deux sites, une exploitation systématique des archives municipales, départementales, intercommunales est prévue allant de la période 1960-2010. Des entretiens seront également réalisés. L'accès aux archives des entreprises et en particulier celles de l'entreprise Rhône-Poulenc (présente sur les deux sites) est plus difficile, ces archives n'étant pas publiques. La FonCSI fera son possible pour aider l'équipe de recherche à accéder à certains fonds détenus par l'entreprise et pour retrouver les cadres présents au sein des instances de concertation durant la période d'études.

Des collaborations sont déjà nouées avec la DREAL Rhône Alpes - pôle Gouvernance et avec certains élus. Des contacts ont été pris avec des organisations syndicales (CFDT, CGT), des associations et d'autres élus locaux.

### **Méthodologie**

- Revue de la littérature, notamment état des réflexions en SHS sur les notions de conflit et de compromis.
- Analyse documentaire : étude d'archives publiques et privées (archives municipales de Saint-Fons et Pont-de-Claix, archives départementales de l'Isère et du Rhône, archives des communautés d'agglomération), consultation et analyse de la presse (articles, reportages).
- Entretiens exploratoires avec les acteurs participant aux instances collectives et/ou mobilisés.
- La recherche s'appuiera aussi sur des observations et un suivi des procédures réalisés entre 2006 et 2010.